

PSA Peugeot Citroën dément la suppression de plus de 3 000 postes en 2015

Le Monde.fr avec AFP | 20.11.2014 à 08h05 • Mis à jour le 20.11.2014 à 10h42



Les groupes français PSA et Renault tirent leur épingle du jeu, selon les chiffres des immatriculations pour le mois de mai. | AFP/LIONEL BONAVENTURE

PSA Peugeot Citroën a démenti « *formellement* » la suppression de 3 450 postes annoncée mercredi 19 novembre dans la presse. Le constructeur automobile a précisé qu'il devait présenter lundi aux syndicats une estimation de l'évolution de ses effectifs en 2015.

« *Les mesures emploi et compétences* », qui figurent dans un document interne consulté par l'AFP, seront examinées lors d'un comité central d'entreprise. Le texte détaille l'évolution de l'emploi pour l'année prochaine, dans la lignée du « *pacte social* », l'accord de compétitivité signé en 2013.

Sont prévus 1 500 congés seniors, dispositif permettant aux salariés de partir plusieurs années avant l'âge légal de retraite avec 70 % de leur rémunération. Ils restent néanmoins comptabilisés dans les effectifs du groupe, a rappelé la direction. S'ajouteront jusqu'à 550 « *mobilités externes sécurisées* », avec possibilité de retour dans l'entreprise si le salarié le décide, selon le document de travail. En interne, « *autour de 1 400 salariés* », travaillant dans des métiers où les besoins de l'entreprise diminuent, seront incités à changer de postes, soit un « *niveau équivalent aux années précédentes* », précise la direction dans le texte transmis aux syndicats.

2 000 EMBAUCHES DE JEUNES EN ALTERNANCE

Parallèlement, 2 000 embauches de jeunes en alternance sont envisagées par le constructeur automobile, soit un peu plus qu'annoncé en juin lors de la signature d'un accord avec les organisations syndicales. Ces 2 000 alternants viendraient s'ajouter aux 1 300 déjà recrutés en 2014, a précisé le groupe. L'entreprise envisage en outre de recruter 550 personnes en 2015 en contrat à durée indéterminée, notamment dans les services commerciaux.

Les chiffres contenus dans le document confidentiel n'ont suscité aucune surprise de la part des syndicats contactés par l'AFP, la plupart étant déjà connus selon eux. Affaibli par un marché automobile européen en berne, PSA est engagé dans un plan de restructuration qui a entraîné, entre mai 2012 et mai 2014, la suppression de 11 200 postes. Avec le pacte social, PSA s'engage à maintenir tous ses sites en France jusqu'en 2016.

